



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

<p>COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL</p>

Pour l'an deux mille huit, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
1^{er} AVRIL 2008, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	3
Nombre de Conseillers présents	:	26
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	26 Mars 2008
Date d'affichage du compte-rendu	:	4 Avril 2008

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Maryvonne CHEVALIER, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marguerite COÏC, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND,

Absents excusés : Mme Pierrette HUET ; M. Jean DENOUAL ; M. Johan THEURET

Pouvoirs : Mme HUET à Mme DAUCE ; M. DENOUAL à M. LEBRET ; M. THEURET à Mme COÏC

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. Jean-Luc LEGRAND, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et
passe à l'ordre du jour.

Ordre du jour

- 08-32) Election d'un secrétaire de séance
- 08-33) Création de diverses commissions
- 08-34) Election des délégués du Conseil Municipal dans divers organismes
- 08-35) Indemnités de fonction du Maire et des Adjointes
- 08-36) Délégation du Conseil Municipal au Maire
- 08-37) Exercice budgétaire 2007 – Affectation des résultats
- 08-38) Etude de faisabilité – Structure Multi-accueil de la petite enfance
- 08-39) Exercice budgétaire 2008 – Débat d'orientations générales du budget
- 08-40) Marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des réseaux d'alimentation en eaux et assainissement : Avenue de la Libération – Section Réservoir de Bel Air/rue Jules Corvaisier et section Place du Moutier/ Avenue des Primevères
- 08-41) Marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des aménagements de surface : Avenue de la Libération – Section entrée d'agglomération/ rue Jules Corvaisier et section Place du Moutier/Avenue des Primevères
- 08-42) Extension du Cinéma Chateaubriand
- 08-43) Déviation Nord/Est de Combours – Etude de variantes
- 08-44) Modification du PLU – Approbation
- 08-45) Véhicule municipal (Citroën C 15) – Retrait de l'inventaire
- 08-46) Autorisation de prélèvement et mise en place des périmètres de protection autour du captage de la Gentière – Enquête publique – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
- 08-47) Complexe sportif – Relance Tribune

08-32) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

M. Jean-Luc LEGRAND, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

08-33) CREATION DE DIVERSES COMMISSIONS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de créer des commissions municipales pour la durée du mandat, étant précisé qu'il est toujours possible de créer à tout moment une commission qui s'avérerait nécessaire sur un sujet donné.

Monsieur le Maire expose que les commissions municipales sont présidées par le Maire ou son représentant et fonctionnent selon les mêmes modalités que le Conseil Municipal (convocation, ordre du jour, etc.).

Les membres des commissions municipales sont élus au scrutin à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour les nominations qui vont suivre.

1) COMMISSIONS MUNICIPALES

- **1ère COMMISSION (URBANISME - HABITAT)**

Monsieur le Maire propose de fixer à **7** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. Joël HAMELIN
- 2 – Mme Annie CHAMPAGNAY
- 3 – Mme Odile DELAHAIS
- 4 – M. Bruno TREMAUDAN
- 5 – M. Henri NOEL
- 6 – M. François LARCHER
- 7 – M. Loïc PETITPAS

- **2e COMMISSION**

- a) FINANCES**

- b) BATIMENTS – DEVELOPPEMENT DURABLE**

- a) FINANCES**

Monsieur le Maire propose de fixer à **8** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Yolande GIROUX
- 2 – M. Henri NOEL
- 3 – Mme Maryline LEFOUL
- 4 – M. Jean-Luc LEGRAND
- 5 – M. François LARCHER
- 6 – M. Bruno TREMAUDAN
- 7 – Mme Monique DAUCE
- 8 – Mme Marguerite COÏC

b) BATIMENTS – DEVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur le Maire propose de fixer à **7** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Yolande GIROUX
- 2 – M. Alain COCHARD
- 3 – Mme Maryline LEFOUL
- 4 – M. Marcel FOUQUET
- 5 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 6 – Mme Joëlle COLLIN
- 7 – Mme Marie-Thérèse SAUVEE

• 3e COMMISSION (AFFAIRES SOCIALES)

Monsieur le Maire propose de fixer à **8** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Monique DAUCE
- 2 – Mme Magali TREMORIN
- 3 – Mme Pierrette HUET
- 4 – Mme Joëlle COLLIN
- 5 – Mme Maryvonne CHEVALIER
- 6 – Mme Maryline LEFOUL
- 7 – Mme Isabelle MOREL
- 8 – Mme Marie-Thérèse SAUVEE

• 4e COMMISSION (ACTION ECONOMIQUE – TOURISME)

Monsieur le Maire propose de fixer à **8** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. Bertrand HIGNARD
- 2 – M. Bruno TREMAUDAN
- 3 – Mme Odile DELAHAIS
- 4 – Mme Maryline LEFOUL

- 5 – M. Henri NOEL
- 6 – M. Joël HAMELIN
- 7 – Mme Joëlle COLLIN
- 8 – M. Johan THEURET

- **5e COMMISSION**

- a) **ENFANCE - ENSEIGNEMENT - CULTURE**
 - b) **COMMUNICATION**

- a) **ENFANCE - ENSEIGNEMENT - CULTURE**

Monsieur le Maire propose de fixer à **8** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Marylène QUEVERT
- 2 – Mme Isabelle MOREL
- 3 – Mme Pierrette HUET
- 4 – Mme Magali TREMORIN
- 5 – Mme Maryvonne CHEVALIER
- 6 – Mme Maryline LEFOUL
- 7 – M. Henri NOEL
- 8 – Mme Roselyne MARCHAND

- b) **COMMUNICATION**

Monsieur le Maire propose de fixer à **4** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Marylène QUEVERT
- 2 – Mme Maryvonne CHEVALIER
- 3 – Mme Isabelle MOREL
- 4 – M. Bruno TREMAUDAN

- **6e COMMISSION (VOIRIE – INFRASTRUCTURES - AFFAIRES RURALES)**

Monsieur le Maire propose de fixer à **7** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. Michel LEBRET
- 2 – M. François LARCHER
- 3 – M. Jean DENOUAL
- 4 – M. Jean-Luc LEGRAND
- 5 – Mme Yolande GIROUX
- 6 – Mme Annie CHAMPAGNAY
- 7 – M. Loïc PETITPAS

- **7e COMMISSION (CADRE DE VIE - ENVIRONNEMENT)**

Monsieur le Maire propose de fixer à **7** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 2 – M. Marcel FOUQUET
- 3 – M. Jean DENOUAL
- 4 – Mme Pierrette HUET
- 5 – Mme Annie CHAMPAGNAY
- 6 – Mme Odile DELAHAIS
- 7 – Mme Roselyne MARCHAND

- **8e COMMISSION (JEUNESSE ET SPORT)**

Monsieur le Maire propose de fixer à **7** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. André BADIGNON
- 2 – M. Jean-Luc LEGRAND
- 3 – Mme Isabelle MOREL
- 4 – Mme Maryvonne CHEVALIER
- 5 – Mme Annie CHAMPAGNAY
- 6 – M. Alain COCHARD
- 7 – M. Johan THEURET

2) COMMISSION D'APPEL D'OFFRES, D'ADJUDICATION ET DE DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

Le nombre des membres de cette commission est fixé par l'article 279 du Code des Marchés publics, à savoir **5** membres titulaires et **5** membres suppléants, Combours ayant une population supérieure à 3 500 habitants. Le Maire en est le Président de droit.

Monsieur le Maire soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

Délégués titulaires :

- 1 – Mme Yolande GIROUX
- 2 - M. François LARCHER
- 3 - M. Bertrand HIGNARD
- 4 – M. Alain COCHARD
- 5 – Mme Marguerite COÏC

Délégués Suppléants :

- 1 – M. Jean DENOUAL
- 2 – Mme Monique DAUCE
- 3 – M. Michel LEBRET
- 4 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 5 – Mme Marie-Thérèse SAUVEE

3) COMMISSION «PLAN LOCAL D'URBANISME »

Monsieur le Maire propose de fixer à **8** le nombre de membres de cette commission et soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. Joël HAMELIN
- 2 – M. Bertrand HIGNARD
- 3 – Mme Annie CHAMPAGNAY
- 4 – Mme Odile DELAHAIS
- 5 – M. Bruno TREMAUDAN
- 6 – M. Henri NOEL
- 7 – M. François LARCHER
- 8 – M. Loïc PETITPAS

4) COMMISSION DES FOIRES ET MARCHES

Il est rappelé au Conseil Municipal qu'il s'agit d'une commission extra-municipale composée de **4** membres du Conseil Municipal, de **3** représentants des commerçants sédentaires et de **3** représentants des commerçants non-sédentaires.

Les représentants des commerçants sont élus par leurs pairs.

Monsieur le Maire soumet au vote les propositions de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 2 – M. Marcel FOUQUET
- 3 – Mme Pierrette HUET
- 4 – M. Bruno TREMAUDAN

5) CREATION D'UNE COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ

La loi n° 2005.102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté de personnes handicapées, impose aux communes de plus de 5000 habitants la création d'une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté au conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Il est proposé au conseil municipal :

- de constituer cette commission en parité avec les associations ou structures oeuvrant en direction des personnes handicapées.
- De composer la commission de **8 membres, 4 élus et 4 représentants**
- De désigner les élus lors du prochain conseil municipal
- De solliciter des associations ou structures de la région oeuvrant en direction des personnes handicapées pour siéger au sein de la commission, le choix pourra être effectué lors de la 1^{ère} réunion de la commission

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus et DESIGNER les membres suivants :

- 1 – M. Michel LEBRET
- 2 – Mme Monique DAUCE
- 3 – Mme Joëlle COLLIN
- 4 – Mme Magali TREMORIN

08-34) ELECTION DE DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL DANS DIVERS ORGANISMES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur le Maire expose qu'à la suite du renouvellement du Conseil Municipal, il y a lieu de procéder à l'élection de ses délégués au sein de divers organismes

Les délégués du Conseil Municipal sont élus au scrutin à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour les nominations qui vont suivre.

A) SYNDICATS INTERCOMMUNAUX

1) COMMUNAUTE DE COMMUNES – BRETAGNE ROMANTIQUE

Aux termes de l'article 6 des statuts de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique, la Ville de Combourg est représentée par **8** délégués titulaires et **8** délégués suppléants.

Monsieur le Maire soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

Délégués titulaires :

- 1 – M. Joël LE BESCO
- 2 – M. Bertrand HIGNARD
- 3 – Mme Odile DELAHAIS
- 4 – M. Jean-Luc LEGRAND
- 5 – M. Bruno TREMAUDAN
- 6 – M. Joël HAMELIN
- 7 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 8 – M. Loïc PETITPAS

Délégués Suppléants :

- 1 – M. Henri NOEL
- 2 – M. Jean DENOUAL
- 3 – M. François LARCHER
- 4 – Mme Isabelle MOREL

- 5 – Mme Maryvonne CHEVALIER
- 6 – Mme Maryline LEFOUL
- 7 – M. Michel LEBRET
- 8 – M. Johan THEURET

2) SMICTOM (Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères)

Aux termes de l'article 4 de l'arrêté Préfectoral en date du 12 septembre 1974 modifié, la Ville de Combours est représentée par **3** délégués.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 2 – M. Jean DENOUAL
- 3 – M. Jean-Luc LEGRAND

3) SIGeP (Syndicat intercommunal de gestion de la piscine de Combours)

Aux termes de l'article 4 de l'Arrêté préfectoral en date du 22 Novembre 1993 modifié, la Ville de Combours est représentée par **4** délégués titulaires et **2** délégués suppléants.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

Délégués titulaires :

- 1 - Mr André BADIGNON
- 2 – Mme Isabelle MOREL
- 3 – Mme Odile DELAHAIS
- 4 - M. Henri NOEL

Délégués Suppléants :

- 1 – Mme Maryline LEFOUL
- 2 – Mme Maryvonne CHEVALIER

4) SPIR (Syndicat Mixte de production d'eau potable d'Ille et Rance)

Aux termes de l'article 4 de l'arrêté préfectoral en date du 29 Novembre 1991 modifié, la Ville de Combours est représentée par **3** délégués titulaires et **2** délégués suppléants.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

Délégués titulaires :

- 1 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 2 – M. Marcel FOUQUET
- 3 – M. Henri NOEL

Délégués Suppléants :

- 1 – M. Jean-Luc LEGRAND
- 2 – M. Jean DENOUAL

5) SIE (Syndicat intercommunal d'électrification)

Aux termes de l'article 4 de l'Arrêté préfectoral en date du 24 Janvier 1930 modifié, la Ville de Combours est représentée par **2** délégués.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. Joël HAMELIN
- 2 – M. Bruno TREMAUDAN

6) SIBL (Syndicat intercommunal du bassin du Linon)

Aux termes de l'article 4 de l'Arrêté préfectoral en date du 7 Mai 1971, la Ville de Combours est représentée par **2** délégués.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. Michel LEBRET
- 2 – M. François LARCHER

7) SICSC (Syndicat Intercommunal pour la Gestion et la Construction du Centre de Secours de Combourg)

La Ville est représentée par **1** délégué titulaire et **1** délégué suppléant

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

. **Délégué Titulaire** : M. Joël LE BESCO

. **Délégué Suppléant** : M. Joël HAMELIN

8) Correspondant Défense

Il y a lieu de désigner 1 correspondant Défense.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de nom.

A été élu à l'unanimité des membres présents et représentés :

- M. Joël LE BESCO

9) Sécurité Routière

Il y a lieu de désigner 1 correspondant Sécurité Routière

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de nom.

A été élu à l'unanimité des membres présents et représentés :

- M. Joël HAMELIN

B) CONSEILS D'ADMINISTRATION ET COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

1) CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Le nombre des représentants du Conseil Municipal au sein du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), en sus du Maire, Président de droit, est à déterminer par le Conseil Municipal (Article 138 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale et du décret n° 95-562 en date du 6 Mai 1995).

Ce nombre ne peut être supérieur à 8 et doit être, au minimum de 4.

Monsieur le Maire propose de fixer ce nombre de représentants à **5** étant précisé que les autres membres seront nommés, à parité, par arrêté municipal, après affichage en Mairie d'un avis destiné aux associations départementales de retraités, de personnes âgées, de personnes handicapées, de personnes oeuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions ainsi qu'à l'envoi d'un courrier aux Présidentes et présidents des associations locales concernées.

Monsieur le Maire soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Monique DAUCE
- 2 – Mme Joëlle COLLIN
- 3 – Mme Pierrette HUET
- 4 – Mme Magali TREMORIN
- 5 – Mme Marie-Thérèse SAUVÉE

2) CAISSE DES ECOLES

La Ville est représentée au sein de la commission administrative de la Caisse des écoles par le Maire, Président de droit et **4** membres.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 - Mme Marylène QUEVERT
- 2 – Mme Yolande GIROUX
- 3 – M. Bruno TREMAUDAN
- 4 – Mme Isabelle MOREL

3) OFFICE DU TOURISME

La Ville est représentée au sein du conseil d'administration de l'Office du Tourisme par **2** représentants (Article 12 des statuts).

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – M. Bertrand HIGNARD
- 2 – Mme Odile DELAHAIS

4) COLLEGE PUBLIC « François René de Chateaubriand »

La Ville est représentée au Conseil d'Administration du Collège François René de Chateaubriand par **1** délégué titulaire et **1** délégué suppléant.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

. **Délégué Titulaire** : M. Joël LE BESCO

. **Délégué Suppléant** : Mme Marylène QUEVERT

5) LYCEE « François René de Chateaubriand ».

La Ville est représentée au Conseil d'Administration du Lycée François René de Chateaubriand par **2** délégués titulaires et **2** délégués suppléants.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

. **Délégués Titulaires** :

1 – M. Joël LE BESCO

2 – Mme Marylène QUEVERT

. **Délégués Suppléants** :

1 – Mme Annie CHAMPAGNAY

2 – Mme Maryvonne CHEVALIER

6) MAISON DE RETRAITE ET CLINIQUE « SAINT-JOSEPH »

La Ville est représentée au Conseil d'Administration de la Clinique et de la Maison de retraite « Saint-Joseph » par **1** élu de la Commune.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de nom.

A été élu à l'unanimité des membres présents et représentés :

- M. Joël LE BESCO

7) C.D.E.C. (Commission Départementale d'Équipement Commercial)

La Ville doit être représentée aux réunions de la commission départementale d'équipement commercial lorsqu'elle est concernée. Le Maire en est membre de droit. En cas d'empêchement, il y a lieu de désigner **2** membres appelés à le représenter :

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- M. Bertrand HIGNARD
- M. Joël HAMELIN

C) ASSOCIATIONS ET COMITES

1) ASSOCIATION DES PETITES CITES DE CARACTERE :

La Ville est représentée par **2** délégués titulaires.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- M. Joël LE BESCO
- M. Bertrand HIGNARD

2) ASSOCIATION DES STATIONS VERTES DE VACANCES

La Ville est représentée par **1** délégué.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de nom.

A été élu à l'unanimité des membres présents et représentés :

- M. Bertrand HIGNARD

3) COMITE DE JUMELAGE

Le Conseil Municipal est représenté au sein du conseil d'administration du Comité de Jumelage par **le Maire et 7 membres** désignés par le Conseil Municipal.

Monsieur le Maire soumet au vote les propositions de noms fournis par la majorité et la minorité municipales.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- 1 – Mme Monique DAUCE
- 2 – Mme Maryvonne CHEVALIER
- 3 – Mme Pierrette HUET
- 4 – Mme Yolande GIROUX
- 5 – M. Jean-Luc LEGRAND
- 6 – Mme Marie-Renée GINGAT
- 7 – M. Johan THEURET

4) COS (COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL MUNICIPAL)

La Ville, en qualité d'employeur, est représentée au sein du Conseil d'Administration du Comité d'Oeuvres Sociales par 1 délégué.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de nom.

A été élu à l'unanimité des membres présents et représentés :

- M. Joël LE BESCO

5) COMITE TECHNIQUE PARITAIRE

La Ville, en qualité d'employeur, est représentée au sein du Comité Technique Paritaire par 3 élus titulaires et 3 élus suppléants.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de noms.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

Titulaires :

- M. Joël LE BESCO
- M. Joël HAMELIN
- Mme Monique DAUCE

Suppléants :

- Mme Marylène QUEVERT
- M. Marcel FOUQUET
- M. Michel LEBRET

08-35) INDEMNITÉS DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'aux termes de la Loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions de mandats des élus locaux, les Conseils Municipaux doivent délibérer sur le montants des indemnités allouées aux élus.

Les dispositions relatives au calcul des indemnités de fonction des maires et des adjoints sont fixées par les articles L. 2123-20 à L. 2123-24 du Code Général des collectivités territoriales. Elles sont soumises à l'impôt sur le revenu ainsi qu'à la CSG et au RDS

Conformément à l'article L 2123-23 du CGCT, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal que le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints ayant reçu délégation par arrêté du Maire, soit fixé de la façon suivante :

- Indemnité du Maire : 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique : 1015
- Indemnité des Adjoints : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique : 1015 (soit 40 % de l'indemnité du Maire)

La majoration pour les communes chefs-lieux de canton prévue aux articles L 2123-22 et R2123-23 du CGCT n'est pas sollicitée.

Il est précisé que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et payées mensuellement.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ces propositions.

08-36) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE (Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal est informé qu'aux termes de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé pour la durée du mandat d'un certain nombre de missions dévolues au Conseil.

Lorsqu'une telle délégation est donnée au Maire, celui-ci doit, en application des dispositions de l'article L 2122-23 du CGCT, rendre compte des décisions prises à ce titre à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal. Enfin, le Conseil Municipal garde le pouvoir de mettre fin à cette délégation.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de lui donner délégation au titre des 4e, 6e, 7e, 11e, 15e, 16e et 20e alinéas de l'article L 2122-23 du CGCT.

- Entendu la proposition de M. LE BESCO,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les article L 2122-22 et L 2122-23

Et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de donner délégation au Maire pour la durée du mandat pour les objets définis aux alinéas suivants de l'article L 2122-22 du CGCT :

1) 4e alinéa : *«de prendre toute décision concernant la préparation, la passation et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget »*

2) 6e alinéa : *«de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes»*

3) 7e alinéa : *«de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux»*

4) 11e alinéa : *«de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts»*

5) 15e alinéa : *« d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal »*

6) 16e alinéa : *«d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil municipal».*

7) 20e alinéa : *« de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal »*

étant précisé qu'en ce qui concerne :

. le 4e alinéa, la délégation est limitée aux marchés passés selon la procédure adaptée – MAPA (article 28 du Code des Marchés Publics) et à leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 % lorsque les crédits sont inscrits au budget.

. le 15^e alinéa, cette délégation permettrait uniquement de prendre des dispositions permettant de respecter le droit. Elle ne serait pas actionnée dans le cas d'un dossier devant faire l'objet d'une préemption, le Conseil Municipal serait alors saisi

. le 16e alinéa, la délégation est limitée exclusivement aux affaires relevant du Tribunal Administratif, des Cours Administratives d'appel et du Conseil d'Etat.

. le 20^e alinéa, le montant des lignes de trésorerie est limité à 300 000 €, le Maire étant en outre désigné pour le choix de l'organisme prêteur et pour en définir les taux

08-37) EXERCICE BUDGETAIRE 2007– AFFECTATION DES RESULTATS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO, Maire, propose au Conseil Municipal d'affecter les résultats de l'exercice 2007 de la manière suivante :

1) BUDGET DE LA VILLE

Le résultat à affecter est constitué par le résultat comptable de l'exercice soit 1 570 219,31 € augmenté du résultat reporté 2006 pour 221 020,40 €. Le résultat cumulé sur l'exercice 2007 est de 1 570 219,31 € + 221 020,40 € = 1 791 239.71 €

Affectation proposée :

- Section d'investissement : 1 500 000 €
- Section de fonctionnement : 291 239.71 €

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de la Ville, proposée par Monsieur le Maire, est adoptée par 24 voix pour et 5 abstentions.

2) BUDGET DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT :

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de 158 741,36 € augmenté de l'excédent reporté de 2006 de 25 174,97 €.

Le résultat cumulé de l'exercice 2007 est de 183 916.33 €

Affectation proposée :

- Section d'exploitation : 5 916,33 €
- Section d'investissement : 178 000,00 €

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'assainissement, proposée par Monsieur le Maire, est adoptée par 24 voix pour et 5 abstentions.

3) BUDGET DU SERVICE DES EAUX :

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de 186 746.64 € augmenté de l'excédent reporté de 2006 de 26 904.04 €.

Le résultat cumulé de l'exercice 2007 est de 213 650.68 €

Affectation proposée :

- Section d'exploitation : 23 650,68 €

- Section d'investissement : 190 000,00 €

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget du service des eaux, proposée par Monsieur le Maire, est adoptée par 24 voix pour et 5 abstentions.

4) BUDGET DU CAMPING :

Le résultat de clôture de l'année 2007 est de 354.17 € augmenté de l'excédent reporté de 2006 de 2 443.35 €.

Le résultat cumulé de 2 797.52 € est affecté à la section de fonctionnement.

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget du camping, proposée par Monsieur le Maire, est adoptée par 24 voix pour et 5 abstentions.

08-38) ETUDE DE FAISABILITE – STRUCTURE MULTI-ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1612-1,

Vu les délibérations budgétaires en date du 11 février 2008 adoptant les documents budgétaires relatifs à l'exercice écoulé,

Vu la délibération n° 07-177 en date du 17 décembre 2007 autorisant le Maire à lancer une consultation concernant une étude de faisabilité pour la réalisation d'une structure multi-accueil de la petite enfance à Combours,

Vu la délibération n° 08-16 en date du 11 février 2008 attribuant le marché à la société IZIY de Rennes pour un montant H.T. de 9 650 euros

Considérant la nécessité d'engager cette dépense d'investissement sans attendre le vote du budget primitif du nouvel exercice,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à régler la somme de 9 650 € au Cabinet IZIY chargé de l'étude de faisabilité du dossier « structure multi-accueil de la Petite Enfance », étant précisé que ces crédits feront l'objet d'une inscription budgétaire au Budget Primitif 2008.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-39) EXERCICE BUDGETAIRE 2008 – DEBAT D'ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET

Rapporteur : M Joël LE BESCO, Maire

La Loi n° 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (Loi ATR), par son article 11, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales, en instituant dans les Communes de 3 500 habitants et plus, un débat sur les orientations générales du budget.

La circulaire du Ministère de l'Intérieur du 31 mars 1992 d'application du titre II de la Loi ATR souligne que ce débat contribue à accroître la participation des Conseillers Municipaux à la préparation du budget sans nuire à la marge de manoeuvre du Maire qui n'est pas lié par les prises de position des Conseillers à ce stade de la procédure.

Ce débat ne porte pas sur le budget lui-même mais uniquement sur les grandes masses budgétaires.

Enfin, ce débat ne donne pas lieu à décision, ni du Conseil Municipal, ni du Maire, celui-ci ayant le pouvoir d'apprécier les suites à donner aux propositions de l'assemblée délibérante dans le cadre de l'élaboration de son projet de budget. Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une prospective financière en soulignant les points suivants :

Evolution des salaires et charges de 2001 à 2007 :

ANNEE	Salaires et Charges	Total Recettes	coût réel du personnel
2001	1 490 504.82	133 820.61	1 356 684.21
2002	1 501 829.75	133 905.74	1 367 924.01
2003	1 541 451.19	139 806.90	1 401 644.29
2004	1 573 342.29	114 522.45	1 458 819.84
2005	1 566 285.76	96 234.46	1 470 051.30
2006	1 570 040.19	103 901.04	1 466 139.15
2007	1 665 365.09	87 453.88	1 577 911.21

Evolution des dépenses d'énergie :

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
EDF	66322.64	70405.58	74160.49	62774.35	76234.08	90274	97779
Combustibles	23097.54	27145.63	27778.87	26553.64	26093.01	36556	33630
Prest Chauff	5902.87	7146.93	5319.35	6563.4	6722.02	6940	7316
Carburant	15511.13	14987.76	16931.27	17906.68	23100.99	29146	25607

Evolution des dépenses d'animation et culture :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Bibliothèque	12236.5	12236.26	11509.98	14199.7	13282.83	17019.30	13516
Cyber espace	6021.92	6723.53	8390.7	6286.09	8598.37	9603.58	
Centre Culturel	4573.47	6000	4880	4600	6700	7100	7350
OTSI	18294	23629.6	28000	35000	35200	35500	35650
UCIAPL	304.9		350		200		300
Animations de la ville	9006.36	16124.34	16517.74	14035.2	14946.32	16753.59	17253
	50437.15	64713.73	69648.42	74120.99	78927.52	85976.47	74069.00

Evolution des annuités d'emprunts de 2008 à 2017 :

Année	2008	2009	2010	2011	2012
Montant	251 046	218 941	218 702	218 461	172 695
Année	2013	2014	2015	2016	2017
Montant	159 472	130 882	98 459	87 198	86 496

Evolution de la dotation forfaitaire de 2001 à 2008 :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Dotation forfaitaire	839 838.00	856 615.00	866 441.00	881 019.00	889 829.00	902 013.00	1 004 000.00	1 015 030.00

Evolution des versements communautaires de 2001 à 2008 :

Taxe	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Professionnelle	724 125	724 125	724 125	724 125	724 125	724 115	724 124	724 124
Dotation communautaire	18 143	16 314	12 078	26 441	24 084	46 028	48 434	48 434

Evolution de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti de 2001 à 2008 :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe Habitation	528 271	551 740	579 056	607 072	637 539	673 610	729 642	767 989
Foncier Bâti	438 043	453 500	481 617	499 394	522 251	541 479	591 545	632 905
Fonc. Non Bâti	170 807	173 195	175 681	178 009	182 029	149 813	151 664	156 214

Etat des Restes à réaliser sur Dépenses d'Investissement 2007

opération	prévu 2007	réalisé	RAR
PLU	13 594.21	9 351.21	3 393.00
Eclairage Public	125 825.00	85 762.47	14 157.00
subvention Fisac	18 000.00	3 849.59	14 150.00
acquisition logiciel Géoconsult	3 200.00	0.00	3 200.00
Terrains nus	471 500.00	331 736.00	64 000.00
Aménagement terrains plantations	2 000.00	0.00	1 000.00
Mobilier Centre Ville	150 000.00	62 378.00	91 620.00
Réseaux Centre Ville	125 564.00	100 855.54	42 251.00
Défense Incendie	60 000.00	4 886.77	40 000.00
Ordinateurs mairie + PDA	5 100.00	1 794.00	2 600.00
MATERIEL			
Matériel restauration scolaire	105 000.00	103 508.60	1 491.00
Matériel services techniques	63 000.00	44 667.80	44 004.00
TRAVAUX			
Vitraux Eglise	83 400.00	67 336.70	13 000.00
Stade d'Honneur	278 527.00	106 847.88	171 679.00
Salle de sport	95 000.00	6 271.58	88 728.00
Stores mairie	5 000.00	2 519.00	650.00
Restauration scolaire	1 093 436.00	966 109.68	127 326.00
Voirie	540 384.00	389 143.12	146 398.00
Médiathèque	17 000.00	0.00	17 000.00
Parking du Linon	325 000.00	188 156.54	136 843.00
Rond point route de Vitré	70 000.00	0.00	70 000.00
Pôle intermodal	40 000.00	17 263.25	22 736.00
Aménagement centre ville	889 036.00	738 295.52	150 740.00
Eclairage Public réseau	145 113.00	60 841.15	82 805.00
Avances éclairage public	109 794.00	89 165.37	4 220.00
Travaux d'office	8 000.00	0.00	8 000.00
TOTAL			1 361 991.00

Dépenses d'Investissement de 2001 à 2007 :

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	TOTAL
frais d'études	10 286.44	2 558.63	19 008.77	538.20	22 766.59	9 351.21	73 469.78
acquisition terrains	159 119.59	13 585.64	133 269.99	40 048.80	262 603.36	331 736.68	1 082 129.04
terrains bâtis	1 240.79						62 982.64
aménagement terrains	41 157.88	1 025.24	10 942.77	40 591.93	20 534.58	1 325.00	412 224.62
signalisation	6 900.00	6 293.03	8 903.55	3 970.72	14 964.88	62 378.88	109 371.26
réseau eaux pluviales	3 736.22	84 056.16	159 475.02	106 205.10	14 921.06	191 504.78	758 164.04
véhicules	59 112.00	58 300.00	152 841.32	55 960.29	39 072.26	35 511.14	410 032.07
acquisition matériel	34 998.46	18 395.95	52 624.78	63 260.95	76 949.37	159 381.09	429 784.61
travaux batiments	129 732.78	155 272.03	190 558.56	216 952.85	1 613 727.52	1 223 239.19	3 664 660.43
travaux voirie	297 132.04	394 757.79	929 905.99	744 120.32	286 864.01	1 323 128.73	4 503 911.19
travaux d'éclairage	51 454.54	35 909.62	12 870.88	46 465.55	82 653.55	189 816.78	421 805.94
Sub FISAC versées						3 849.59	
	794 870.74	770 154.09	1 670 401.63	1 318 114.71	2 435 057.18	3 531 223.07	11 928 535.62

Etat des Restes à réaliser sur Recettes d'Investissement 2007

opération	prévu 2007	réalisé	RAR
DGE			
restauration scolaire	299 500.00	40 500.00	259 000.00
REGION			
eglise	22 620.00	0.00	22 620.00
éclairage public	41 412.00	2 685.00	38 727.00
aménagement centre ville	110 342.00	91 689.19	18 653.31
DEPARTEMENT			
divers	86 372.00	34 521.00	20 000.00
stade d'honneur	31 778.00	0.00	8 237.00
voirie	15 250.00	0.00	16 622.00
COMMUNAUTE DE COMMUNES	9 180.00	55 900.33	22 680.00
AUTRES			
stade d'honneur	0.00	0.00	12 500.00
aménagement centre ville	297 000.00	109 084.44	187 915.56
EMPRUNTS	3 543 301.00	1 000 000.00	1 000 000.00
TRAVAUX D'OFFICE	8 000.00	0.00	8 000.00
			1 614 954.87

Monsieur le Maire expose ensuite les grands axes des programmes d'investissement en cours ou à venir. Plusieurs d'entre eux font l'objet d'une étude en cours (Pôle intermodal, pôle enfance multi accueil, pôle culturel intergénérationnel, lotissement de la gare...).

Parmi les priorités, il évoque l'aménagement de locaux scolaires, la voirie, la modernisation des réseaux d'eau et d'assainissement, des travaux de rénovation sur les bâtiments communaux (Espace Malouas, salle des sports), des perspectives d'utilisation de bâtiments réintégrés (ancienne caserne, locaux loués à la Société ATIMCO), une réflexion sur un local pour les jeunes ainsi que sur l'aménagement du cimetière, des acquisitions foncières (SNCF, La croix de Chesnot, salle de spectacles intercommunale)

08-40) MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION DES RESEAUX D'ALIMENTATION EN EAUX ET ASSAINISSEMENT : AVENUE DE LA LIBERATION – SECTION RESERVOIR DE BEL AIR / RUE JULES CORVAISIER ET SECTION PLACE DU MOUTIER / AVENUE DES PRIMEVERES.

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal ses délibérations en date du 17 Décembre 2007 (Présentation de l'étude du schéma directeur d'assainissement par le Cabinet BOURGOIS) et du 11 Février 2008 (Présentation de l'étude du schéma directeur d'eau potable par le Cabinet SAFEGE)

SECTION RESERVOIR DE BEL AIR / RUE JULES CORVAISIER

Les deux schémas directeurs ont mis en exergue différentes priorités de travaux à réaliser. L'une des priorités se situe sur la section de l'avenue de la Libération comprise entre le réservoir de Bel-Air et la rue Jules Corvaisier., et consiste :

- En AEP (Adduction d'Eau Potable), à un renouvellement et renforcement de la conduite existante diamètre 150, par une conduite de diamètre 200 ; et en la reprise des branchements.
- En assainissement, eaux pluviales, au renforcement de la conduite en diamètre 300, par une conduite en diamètre 400, sur la section comprise entre la Rue de la Racinais et le P.N. (Passage à Niveau)
- En assainissement, eaux pluviales, à la création d'un bassin écrêteur de crue à proximité du lavoir, et à son raccordement sur l'avenue de la Libération via une conduite de diamètre 300.

Le diagnostic des réseaux existants, jugés fonctionnels, d'AEP et d'Assainissement, permettra de juger de leurs vétustés et impliquera ou non leurs remplacements.

SECTION PLACE DU MOUTIER / AVENUE DES PRIMEVERES

Concernant ce tronçon, seul le schéma directeur d'AEP mentionne une priorité de travaux, à savoir :

- Le renouvellement de la conduite, diamètre 150, et la reprise des branchements.

Comme précédemment, le diagnostic des réseaux existants, jugés fonctionnels, d'AEP et d'Assainissement, permettra de juger de leurs vétustés et impliquera ou non leurs remplacements.

En accompagnement des travaux de ces deux tronçons, il a été demandé au Syndicat Départemental d'Electrification (SDE) de lancer une étude d'effacement des réseaux aériens.

Afin de mener à bien cette opération, Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal du lancement d'une consultation en procédure adaptée près de différents bureaux d'étude compétents dans ce domaine, pour les missions suivantes :

DIAG : Diagnostic de l'état des réseaux existants
APS : Avant Projet Sommaire
APD : Avant Projet Détaillé
PRO : Projet
ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
EXE : Etudes d'exécution
DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR : Assistance lors des opérations de réception.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-41) MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION DES AMENAGEMENTS DE SURFACE : AVENUE DE LA LIBERATION – SECTION ENTREE D'AGGLOMERATION / RUE JULES CORVAISIER ET SECTION PLACE DU MOUTIER / AVENUE DES PRIMEVERES
Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que ces deux tronçons de l'avenue de la Libération étant appelés à subir de conséquents travaux de réseaux, il convient, après réalisation des infrastructures liées au sous-sol, de repenser les aménagements de surface afin de gérer les différents flux : piétons, vélos, transport, véhicule léger ainsi le stationnement, l'éclairage, les espaces verts, etc.

A ce titre, Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal du lancement d'une consultation en procédure adaptée près de différents bureaux d'étude compétents dans ce domaine, pour les missions suivantes :

APS : Avant Projet Sommaire
APD : Avant Projet Détaillé
PRO : Projet
ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
EXE : Etudes d'exécution
DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux

AOR : Assistance lors des opérations de réception.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-42) EXTENSION DU CINEMA CHATEAUBRIAND

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que l'association Chateaubriand, représentée par Monsieur Alain COCHARD, Président, a déposé en date du 27 février 2008 un permis de construire concernant l'extension du Cinéma Chateaubriand situé rue de Malouas et sollicite la Ville pour acquérir l'emprise foncière restante du bâti.

Il rappelle au conseil municipal que l'association « La Chateaubriand » est propriétaire des parcelles cadastrées section AC 783, AC 786, AC 788 et AC 791 pour une contenance de 1 661 m². Aujourd'hui le projet d'extension porte également sur les parcelles AC 790 et AC 787 dont la ville est propriétaire.

Afin que le projet puisse aboutir, Monsieur LE BESCO propose au conseil municipal de l'autoriser à :

- Vendre l'emprise des terrains nécessaires à l'extension des bâtiments à l'association « La Chateaubriand » pour l'euro symbolique en précisant que les frais de bornage et de notaire seront entièrement à la charge de l'acquéreur.
- Autoriser l'association « La Chateaubriand » à déposer une demande de permis de construire sur un terrain communal, dans l'attente de la vente des terrains.

Entendu l'exposé de Madame ROBINAULT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- émet un avis favorable à ces propositions
- donne pouvoir au Maire pour signer tous les actes et pièces à intervenir pour le règlement de ce dossier.

étant précisé que Monsieur Alain COCHARD et Madame Marie-Renée GINGAT, Membres de l'Association La Chateaubriand, n'ont pas pris part au vote.

08-43) DEVIATION NORD / EST DE COMBOURG - ETUDE DE VARIANTES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de l'étude de la déviation Nord de COMBOURG, le Conseil Général d'Ille et Vilaine demande à la Ville de COMBOURG de prendre position par délibération du Conseil Municipal sur un choix de variante.

Les différentes études permettent de retenir 2 variantes possibles à savoir :

- La variante longue : commençant sur la RD 795 entre le nord de la ZA du Moulin Madame et le ruisseau de « Bourlidou » à « la Racinais ». S'orientant à l'Est vers « Couapichette », passant au Nord de « la Croix Fleurie », traversant la voie de chemin de fer Rennes / St Malo, le Nord de la « Haute Racinais », la partie haute du « Chemin de Bel Air », la proximité Est de l'agglomération, le carrefour des 4 chemins au Nord de la « Noë de Beaumont », passant entre « Beaumont » et « la Haute Boissière » pour terminer sur la RD 794 au Nord de « Chevrot ».
- La variante courte : commençant sur la RD 795 entre le nord de la ZA du Moulin Madame et le ruisseau de « Bourlidou » à la « Racinais ». S'orientant à l'Est vers « Couapichette », passant au Sud de la « Croix Fleurie » pour rejoindre « Les Friches » et reprendre l'axe existant de la ZA de Melesse, le boulevard urbain projeté dans le cadre de l'aménagement du lotissement de la Croix Briand, terminant au giratoire près de « Pont Picant » sur la RD 794.

Il ne s'agit pas de tracés mais de simples « fuseaux » d'étude, aptes à juger de l'intérêt de ces liaisons en terme de déplacement.

Il convient au préalable de rappeler l'historique et les enjeux de cette réalisation.

- Janvier 2002 : Demande d'inscription au programme 2003-2008 de modernisation des routes départementales pour une variante longue d'un montant estimé à 6.05M€ entre la RD 795 (route de Dol) et la RD 794 (route de Vitré).
- Janvier 2003 : engagement du Conseil Général pour les études de tracés de la déviation Nord-Est.
- 15 Mai 2003 : présentation de l'avancement des études de tracés pour 3 variantes longues :
 - Eloignement du centre
 - Points d'échanges distants les uns des autres
 - Risque de mauvais captage du trafic
 - Risque de report à long terme de la réalisation attendu le rapport coût / avantage.

Conclusions : Etude variante courte avec enquête de circulation à lancer.

- 23 Février 2004 : présentation et comparaison de 5 variantes (3 longues et 2 courtes) prenant en compte les éléments suivants :
 - Géométrie
 - Conditions d'exploitation sous chantier
 - Desserte des riverains et des activités
 - Conditions de circulation et de sécurité
 - Coût des travaux d'aménagements
 - Terrassement
 - Milieu naturel
 - Agriculture
 - Urbanisme
 - Paysage

Conclusions : les 2 variantes courtes répondent mieux aux critères retenus (mais l'une traverse l'actuelle ZA Moulin Madame)

- 26 Octobre 2004 : réunion de concertation avec les riverains de « Couapichette ».
- 21 Mars 2006 : réunion préparatoire au lancement des études de circulation.
- 27 Février 2007 : restitution de trafic et analyse des 2 variantes longue et courte

Conclusions :

- La variante longue paraît préférable car supportant, à l'horizon 2015, un trafic plus important et limite le risque de trafic résiduel en traversée d'agglomération.
- La variante longue, d'un linéaire plus important accompagné d'un franchissement de voie ferrée entraîne un coût plus important et des difficultés de phasage.
- La variante courte, à vocation plus urbaine serait moins coûteuse.
- La variante courte ne modifie pas le temps de parcours en agglomération ou par voie de contournement.

Préconisations :

- Envisager un retraitement de la traversée du bourg par un plan de circulation dissuasif (zone 30, plateau piétonnier...)
- Veiller à l'attractivité du contournement (confort, lisibilité...)
- 29 novembre 2007 : synthèse des éléments et demande de positionnement de la Mairie.
 - La variante longue, qui est la seule véritable déviation, la courte s'apparentant plus à un boulevard urbain, ne pourrait être envisagée que dans le cadre du futur plan de modernisation. Il n'est cependant pas évident, compte tenu des trafics concernés et des autres demandes de déviation d'agglomération dans le département, que celles de Combours soit reconnue comme prioritaire, bien que l'accent soit mis sur l'engorgement du centre ville inadapté pour recevoir une circulation de plus en plus dense.
 - Préservation de l'avenir en se gardant la possibilité de réalisation d'une déviation longue, les 2 variantes prenant leur origine au même point sur la RD 795, et ayant un tracé commun sur près qu'un kilomètre au Nord de la ZA du Moulin Madame.
 - En cas de choix de variante courte, nécessité de prise en compte de dimensionnement de cette voie primaire dans les futures opérations d'aménagement.
 - En cas de choix de variante longue, il n'apparaît pas souhaitable d'entamer dès maintenant une recherche de tracé pour un projet qui n'est pas d'actualité.

Monsieur LE BESCO invite le Conseil Municipal à débattre sur ce projet et à émettre un choix entre les 2 variantes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de retenir la variante courte

08-44) MODIFICATION DU PLU – APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal qu'un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours a été pris en date du 7 janvier 2008 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement

Le dossier de modification a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet SCE de Nantes.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 28 janvier au jeudi 28 février 2008 soit pendant 32 jours consécutifs et portait sur les points suivants :

REGLEMENT

- L'emprise au sol et les espaces verts pour les équipements collectifs et les commerces en zone UEa ;
- Préciser qu'en zone NPa les infrastructures de transport ne sont pas interdites ;
- Préciser qu'en zone A pour les maisons des agriculteurs, le périmètre de 150 mètres s'applique à partir de la façade du bâtiment agricole la plus proche ;
- Prendre en compte la réforme des autorisations d'urbanisme (références aux articles, modification des articles du RNU, vérification des articles 3 de tout le règlement, de l'article 7 figurant au sein des rappels en page 12, règles s'appliquent aux divisions foncières en cas de lotissement).

DOCUMENTS GRAPHIQUES

- Plans 4.2. et 4.6. : la rectification de la limite de la zone commerciale zone UEa des Erables ;
- Plans 4.2. et 4.6. : la correction de deux erreurs matérielles sur le plan de zonage, à savoir des maisons d'habitations, situées face à la zone Du Guesclin (Lion d'Or) (4.2.) et à la Croix Fleurie au Nord-Est du bourg (4.2. et 4.6.), à reclasser zone NPb ;

Monsieur Jean DESSUS a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combours :

- le lundi 28 janvier 2008 de 8 h 30 à 12 h 00
- le vendredi 15 février 2008 de 14 h 00 à 17 h 00
- le jeudi 28 février 2008 de 14 h 00 à 17 h 30

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (Le 12/13 janvier 2008 et le 29 janvier 2008)
- Les Petites Affiches de Bretagne (le 11/12 janvier 2008 et le 2 février 2008)

L'arrêté a également fait l'objet d'un affichage à la porte de la Mairie et a été notifié, accompagné du dossier d'enquête publique, à :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Sous-Préfet de Saint Malo
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantiques
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo

Il est à noter qu'aucune observation n'a été formulée par les Personnes Publiques Associées (PPA), énoncées ci-dessus.

Monsieur Jean DESSUS, commissaire enquêteur a émis en date du 17 mars 2008 un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combourg, assortie de deux recommandations :

1. que le cabinet SCE de Nantes corrige les erreurs de la notice explicative, à savoir le plan de la zone commerciale des Erables après modification (intégration des parcelles 207 et 206 en zone UEa) et préciser que actuellement le secteur de la Croix Fleurie est située en zone A et non en zone NPa et devra donc être intégrer en zone NPb. Il précise également qu'une petite échelle de référence serait bien utile en cas de duplication de document.
2. que la mairie vérifie le propriétaire du chemin situé entre les parcelles 207 et 208.

Afin de faciliter l'instruction en secteur UEa et UEb et au vu des remarques mentionnées sur le registre d'enquête publique, Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal d'approuver la modification du Plan Local d'Urbanisme avec une adaptation des termes suivants :

De reprendre :

- l'article 13.1 et de supprimer « ***et les aires de stationnement*** » :

Des arbres de hautes tiges d'une hauteur minimale de 2.00 m. seront plantés à raison d'un arbre minimum pour 200 m² de terrain non bâti (la partie « bâti » comprenant les bâtiments ~~et les aires de stationnement~~ »

- l'article 13.3 de rajouter « ***Sauf pour les surfaces commerciales ; de terrain*** » :

Sauf pour les surfaces commerciales, toute opération d'une superficie de terrain supérieure à un hectare devra comporter 10 % d'espaces plantés communs constituant au moins un ensemble de 1000 m² ou plus d'un seul tenant.

- L'article 13.4 de supprimer « ***écran boisé*** » et de remplacer par « ***des arbres*** et d'ajouter « ***extérieurs*** » :

Des haies ou ~~écrans boisés~~ des arbres seront aménagés autour des parkings extérieurs de plus de 1 500 m², qu'ils soient publics ou réservés à l'habitat, au commerce ou à l'industrie. En outre, lorsque leur surface excédera 3 000 m², ils

seront plantés d'alignement d'arbres de haute tige, afin tout à la fois d'en améliorer l'aspect et d'en réduire les nuisances.

De demander au cabinet SCE de Nantes de corriger les erreurs suivantes :

- Sur les plans de la notice explicative, zone commerciale après modification d'intégrer les parcelles AE 207 et AE 206 en zone UEa
- Sur la notice explicative, préciser que le secteur de la Croix Fleurie se trouve avant modification en zone A et non en zone NPa

En ce qui concerne la propriété du chemin situé entre les parcelles AE 207 et AE 208, Monsieur HAMELIN informe le conseil municipal que ce chemin est communal.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE d'approuver le dossier de modification du plan local d'urbanisme, en tenant compte des remarques du commissaire-enquêteur telles qu'énoncées ci-dessus
- DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal (ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mention à l'article R 2121 du CGCT)
- DIT que, conformément à l'article L 123-10 du Code de l'Urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en Mairie de Combourg ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement et à la Préfecture d'Ille et Vilaine.
- DIT que la présente délibération sera exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à ce dossier ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications.

08-45) VEHICULE MUNICIPAL (C15 Citroën) – RETRAIT DE L'INVENTAIRE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 07-151 en date du 29 octobre 2007, relative à l'acquisition d'un Renault Kangoo neuf de 1.5 l DCI, équipé en tous chemins.

Afin de réaliser cette acquisition, et après étude du marché de l'occasion, il a été fait appel à l'UGAP (Union de Groupement d'Achat Public), dispensant ainsi la ville de toute forme de procédure de mise en concurrence.

Le nouveau véhicule étant mis en service, l'ancien C15, de marque Citroën immatriculé 7093 WH 35, ne présente plus aucun intérêt pour la ville en raison de son état de vétusté. Il est donc proposé au Conseil Municipal de retirer ce véhicule de l'inventaire communal et de donner pouvoir au Maire pour :

- Céder ce véhicule à titre gracieux, pour destruction (pour pièces) à M. GUENERON Yvon.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-46) AUTORISATION DE PRELEVEMENT ET MISE EN PLACE DES PERIMETRES DE PROTECTION AUTOUR DU CAPTAGE DE LA GENTIERE – ENQUETE PUBLIQUE – INDEMNITE VERSEE AU COMMISSAIRE ENQUETEUR
Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT

Madame Marie-Renée GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, par arrêté préfectoral en date du 17 septembre 2007, deux enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement relatives à la protection du captage de la Gentière ont été prescrites.

Ces enquêtes se sont déroulées du lundi 8 au vendredi 26 octobre 2007 inclus.

Le Commissaire Enquêteur, Madame Sophie LE DREAN-QUENEC'H DU a siégé à la mairie :

Le lundi 8 octobre 2007 de 9 h 30 à 11 h 30
Le jeudi 18 octobre 2007 de 14 00 à 16 h 00
Le vendredi 26 octobre 2007 de 9 h 00 à 11 h 00

Et a rédigé son rapport d'enquête et avis.

-Vu la décision du Président du Tribunal Administratif en date du 29 février 2008 concernant l'indemnisation présentée par Madame Sophie LE DREAN-QUENEC'H DU mentionnant :

- 32 vacations	1 371.60 euros
(soit 8 vacations au taux de 38.10 x 1.5 de majoration et 24 vacations au taux de 38.10)	
- Frais de déplacement :	157.56 euros
- Frais divers :	30.41 euros

soit un total de **1 559.57 euros HT**

-Vu la déclaration du commissaire enquêteur présentée à l'appui de sa demande d'indemnisation par laquelle il indique être assujetti à la TVA,

Il convient d'ajouter au montant HT une Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de 19.6 %

soit une TVA de **305.68 euros**

TOTAL 1 865.25 euros TTC

Madame GINGAT propose au conseil municipal d'accepter l'indemnisation présentée par Madame Sophie LE DREAN-QUENEC'H DU et la verser sans délai à la Caisse des Dépôts et Consignations, Gestion du Fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15 quai Anatole France – 75700 PARIS 07 SP.

En application de l'article L.311-3 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations URSSAF.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-47) COMPLEXE SPORTIF – RELANCE TRIBUNE

Rapporteur : M. André BADIGNON, Adjoint

Monsieur BADIGNON rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 12 Septembre 2005, il a été décidé de ne pas affermir la tranche conditionnelle correspondant à la réalisation de la tribune d'honneur du complexe sportif.

Pour rappel, l'estimation complète de la partie communale s'élevait à 741 901.85 € HT, la tranche ferme, attribuée également le 12 Septembre 2005, s'élevait à 426 272.28 € HT ; et la meilleure offre pour la réalisation de la tribune s'élevait à 518 281.96 € HT, soit un dépassement de 202 652.39 € HT.

Par rapport à l'estimation de la maîtrise d'œuvre et attendu l'attribution de la tranche ferme, la somme allouée à l'opération tribune s'élève désormais à 315 629.57 € HT y compris frais annexes.

Depuis, différents projets ont été étudiés avec l'équipe de maîtrise d'œuvre et la meilleure estimation s'élève à 400 000 € HT sous réserve d'un appel d'offre fructueux. En conséquence, le maître d'œuvre a été informé le 24 mars 2006 du fait que le projet de tribune sera désormais traité indépendamment du marché du complexe sportif.

A la suite de différents entretiens et courriers entre le maître d'œuvre et la commune, il a été convenu, le 31 Mars 2006 de traiter un nouveau projet de tribune sous certaines conditions parfaitement identifiées, sachant que tout manquement aux engagements consentis entraînerait une rupture du contrat.

Le dernier projet transmis le 11 Juin 2007 par M. DUBUS, Maître d'œuvre de l'opération, fait état d'une estimation s'élevant à 450 000 € HT, hors honoraires.

Différents manquements aux engagements spécifiés ayant été constatés, dont le coût, il convient maintenant de mettre un terme au contrat liant la commune et l'équipe de maîtrise d'œuvre, et de prendre des dispositions pour doter cet équipement sportif d'une tribune d'honneur.

Considérant la qualité architecturale de l'ensemble, il y a lieu de s'adjoindre les compétences d'un professionnel.

A cet effet, Monsieur BADIGNON propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à lancer un appel d'offres ouvert pour la réalisation des prestations suivantes :

- La réalisation en un lot unique.
- La confection des plans et le dépôt du permis de construire.
- La fourniture et la construction d'une tribune modulaire préfabriquée d'environ 200 places et d'un bâtiment d'une superficie d'environ 140 m2.
- Le bâtiment comprendra :
 - 1 Salle de réunion de 70 à 80m2
 - 1 sanitaire public comprenant WC femme et homme+urinoirs - WC handicapés de 15 à 25m².
 - 1 Espace détente de 15 à 20 m2
 - 2 Locaux rangement de 15 à 20 m2
- La tribune sera couverte, pourra recevoir environ 200 personnes et devra intégrer au minimum 5 places pour les handicapés.

Entendu l'exposé de Monsieur BADIGNON, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 4 abstentions, ADOPTE cette proposition.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 10.

CONSEIL MUNICIPAL
DU MARDI 1er AVRIL 2008
A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance
- Création de diverses commissions
- Election des délégués du Conseil Municipal dans divers organismes
- Indemnités de fonction du Maire et des Adjointes
- Délégation du Conseil Municipal au Maire
- Exercice budgétaire 2007 – Affectation des résultats
- Etude de faisabilité – Structure Multi-accueil de la petite enfance
- Exercice budgétaire 2008 – Débat d'orientations générales du budget
- Marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des réseaux d'alimentation en eaux et assainissement : Avenue de la Libération – Section Réservoir de Bel Air/rue Jules Corvaisier et section Place du Moutier/ Avenue des Primevères
- Marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des aménagements de surface : Avenue de la Libération – Section entrée d'agglomération/ rue Jules Corvaisier et section Place du Moutier/Avenue des Primevères
- Extension du Cinéma Chateaubriand
- Déviation Nord/Est de Combours – Etude de variantes
- Modification du PLU – Approbation
- Véhicule municipal (Citroën C 15) – Retrait de l'inventaire
- Autorisation de prélèvement et mise en place des périmètres de protection autour du captage de la Gentière – Enquête publique – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
- Complexe sportif – Relance Tribune